

Les normes de durabilité:

Pourquoi faut-il associer le social à la transition écologique?

Ute Meyenberg

Secrétaire nationale CFDT Cadres

Membre du comité sur l'information de durabilité de l'Autorité des normes comptables (France)

En quoi les syndicats sont-ils concernés? (1/2)

- Associer le social et l'environnemental est primordial pour une transition juste
 - Création d'emplois de qualité
 - La formation en est un élément clé

« Il n'y a pas d'emplois sur une planète morte »

Pour les entreprises, une réelle politique ESG/RSE est importante pour la productivité et l'image de marque.

Pour les salariés:

- Participer à la transition juste en s'emparant des indicateurs de durabilité les négociations et demander l'inclusion à la BDESE

En quoi les syndicats sont-ils concernés? (2/2)

Pour les syndicats, **la finance durable est un sujet ancien**

- Dès 2002: création d'un label CIES (comité intersyndical d'épargne salariale) pour une épargne salariale durable
- Possibilité d'introduire des clauses environnementales dans les formules d'intéressement.








Résolution générale du 50^{ème} congrès de la CFDT en juin 2022 (article 5.2.1.13)

- peser sur le pilotage et le développement des entreprises en s'investissant dans la réforme des normes comptables. Si l'intégration de critères environnementaux est devenue nécessaire, elle n'a de sens qu'associée systématiquement à l'intégration de critères sociaux.

Les normes de durabilité – un enjeu global

Normalisation du Reporting de durabilité

3 grandes dynamiques de normalisation en cours

	US	Union européenne	International
Normalisateurs	 US Securities and Exchange Commission (SEC) 	 Commission européenne + Parlement UE + Conseil UE  →  <small>European Financial Reporting Advisory Group</small>	 International Sustainability Standards Board (ISSB) 
Normes	02/2022 – projet de réglementation : <u>1 spécifique</u> sur le <i>climat</i> (y.c. informations dans les états financiers)	European Sustainability Reporting Standards (ESRS) 04/2022 – 13 projets de normes : <u>2 générales</u> et <u>11 spécifiques</u> sur l'environnement (y.c. <i>climat</i>), social/sociétal et gouvernance	IFRS Sustainability Disclosure Standards (SDS) Global baseline <i>(application volontaire / adoption Etats ?)</i> 03/2022 – 2 projets de normes : <u>1 générale</u> (IFRS S1) et <u>1 spécifique</u> sur le <i>climat</i> (IFRS S2)
Référentiels d'application volontaire	Recommandations TCFD, GRI, Value Reporting Foundation - VRF (fusion SASB et IIRC), GHG Protocol, TNFD,...		

La double matérialité

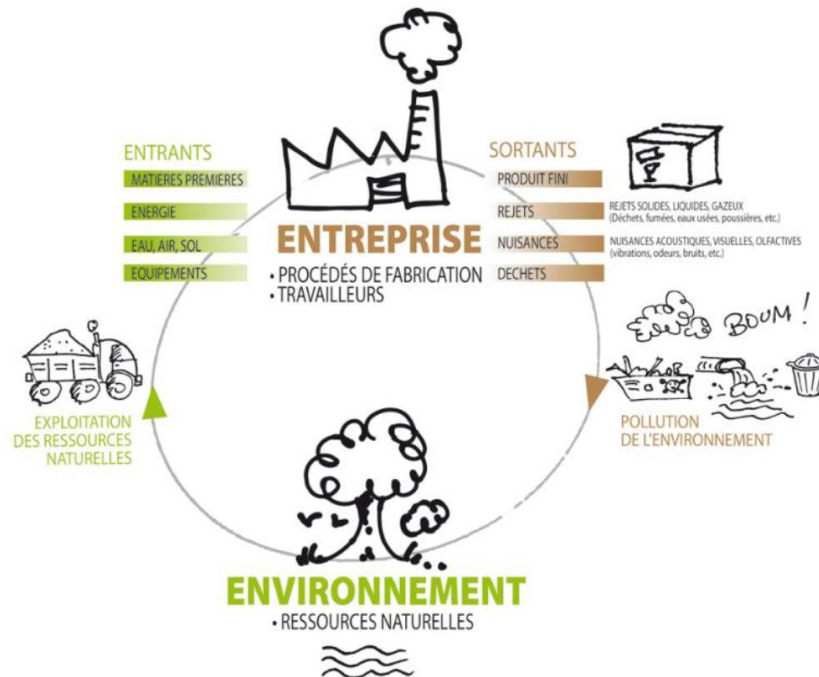


Figure 5 – Cycle entreprise-environnement © Les Cahiers du Développement Durable

CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive)

Tout en restant générale, la CSRD indentifie une série de thématiques E,S,G

Environnement

1. Atténuation du changement climatique
2. Adaptation au changement climatique
3. Eau & ressources marines
4. Economie circulaire, prévention et recyclage des déchets
5. Pollution
6. Ecosystèmes, biodiversité
→ *cf.* taxonomie européenne

Social

1. Egalité des chances (ex. égalité de rémunération pour un travail égal entre les femmes et les hommes ; formation et développement des compétences)
2. Conditions de travail (ex. dialogue social, sécurité et adaptabilité de l'emploi)
3. Respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (*cf.* conventions internationales)

Gouvernance

1. Rôle et composition des organes d'administration, de gestion et de surveillance de l'entreprise
2. Ethique des affaires et culture d'entreprise (ex. lutte contre la corruption)
3. Engagements politiques de l'entreprises (ex. lobbying)
4. Gestion et qualité des relations avec les partenaires commerciaux
5. Systèmes de contrôle interne et de gestion des risques

Le cadre des normes de durabilité

Normes transverses	ESRS 1 Principes généraux	ESRS 2 Informations générales à fournir : base de préparation, gouvernance, stratégie, analyse de matérialité, mesures et objectifs			
Environnement	ESRS E1 Changement climatique	ESRS E2 Pollution	ESRS E3 Eau et ressources marines	ESRS E4 Biodiversité et écosystèmes	ESRS E5 Utilisation des ressources et économie circulaire
Social	ESRS S1 Employés	ESRS S2 Travailleurs au sein de la chaîne de valeur		ESRS S3 Communautés affectées	ESRS S4 Consommateurs et utilisateurs finaux
Gouvernance	ESRS G1 Conduite des affaires				



Acte délégué attendu d'ici le 30/06/23 et une entrée en vigueur progressive à compter de l'exercice 2024

ESRS E1 : Changement climatique

Un standard aligné avec l'IFRS S2 et la TCFD

Thèmes couverts: l'énergie, la lutte contre le CC et l'adaptation au CC

Informations générales

DR liés à GOV-3: Intégration des objectifs de **réduction des émissions de GES dans les rémunérations variables**

E1-1: **Plan de transition** pour l'atténuation du changement climatique

DR lié à SBM 3: Résilience de la **stratégie et du modèle d'affaire**

DR lié à IRO-1: Description des **processus permettant d'identifier et d'évaluer** les impacts, risques et opportunités liés au changement climatique.

Management des IROs

E1-2: **Politiques** en lien avec:

- L'atténuation du changement climatique
- L'adaptation au changement climatique
- L'efficacité énergétique
- Le déploiement des énergies renouvelables
- Autres

E1-3: **Plans d'action et ressources** en lien avec les politiques et les objectifs en matière de changement climatique

Indicateurs et Objectifs

E1-4: **Objectifs** en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique

E1-5: **Consommation et mix énergétique** (dont intensité par revenus)

E1-6: Scopes 1, 2, 3 et **total des émissions de GES** (dont intensité par revenus)

E1-7: **Projets d'élimination et d'atténuation** des GES financés par des crédits carbone

E1-8: **Prix internes du carbone**

E1-9: **Potentiels effets financiers** relevant des risques matériels physique et de transition, et des opportunités climatiques.

Autres normes environnementales : politiques, plan d'actions et ressources, objectifs

ESRS E2 - Pollution	ESRS E3 – Eau et ressources marines	ESRS E4 – Biodiversité et écosystèmes	ESRS E5 – Utilisation des ressources et économie circulaire
<p>E2-1 Politiques</p> <ul style="list-style-type: none">- Minimiser et substituer les substances préoccupantes, éliminer progressivement les substances très préoccupantes, en particulier pour les utilisations non-essentiels- Éviter les incidents et situations d'urgence- Atténuer les impacts négatifs <p>Plan d'actions et ressources</p> <ul style="list-style-type: none">- Éviter la pollution, inc. élimination progressive- Réduire la pollution, inc. élimination progressive et exigences BAT (Best Available Techniques)- Restaurer, régénérer, et transformer <p>E2-3 Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none">- Lien avec les émissions et substances- Considération d'un plafond écologique	<p>E3-1 Politiques</p> <ul style="list-style-type: none">- Lien avec les zones à risques et les zones de stress hydrique élevé- Gestion de l'eau- Eco-design- Réduction de la consommation d'eau <p>E3-2 Plan d'actions et ressources</p> <ul style="list-style-type: none">- Lien avec la hiérarchie des mesures d'atténuation :- Éviter l'utilisation d'eau- Réduire l'utilisation d'eau- Restaurer, régénérer, et transformer les écosystèmes marins, et les bassins hydrographiques- Lien avec les zones à risques et les zones de stress hydrique élevé <p>E3-3 Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none">- Liés à ce qui précède- Considération d'un plafond écologique et lien SBTn	<p>E4-2 Politiques</p> <p>Pratiques ou politiques en matière de terres/agriculture durables; pratiques ou politiques en matière de mers/oceans durables; et politique de lutte contre la déforestation</p> <p>E4-3 Plan d'actions et ressources</p> <ul style="list-style-type: none">- Lien avec la hiérarchie des mesures d'atténuation- Utilisation de compensations ("offsets") <p>E4-4 Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none">- Liés à ce qui précède- Considération d'un plafond écologique	<p>E5-1 Politiques</p> <ul style="list-style-type: none">- S'éloigner de l'extraction de ressources vierges non-renouvelables;- Mettre en place des pratiques sécurisant et contribuant à la production régénérative de ressources renouvelables et à la régénération des écosystèmes dont ils font partie. <p>E5-2 Plan d'actions et ressources</p> <ul style="list-style-type: none">- Lien avec la hiérarchie des mesures d'atténuation- Stratégie d'économie circulaire plus détaillée tout au long de la chaîne de valeur du produit : "Refuse, Rethink, Reduce, Reuse, Repair, Refurbish, Remanufacture and Repurpose, Recycle". <p>E5-3 Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none">- Augmentation de la circularité, gestion des déchets, utilisation des ressources- Considération d'un plafond écologique

Les normes sociales

4 normes

Effectifs de l'employeur ⁽¹⁾ ESRS S1			Travailleurs dans la chaîne de valeur ⁽²⁾ ESRS S2			Communautés affectées ESRS S3			Consommateurs et utilisateurs ESRS S4		
Conditions de travail	Egalité des chances et non-discrimination	Autres droits liés au travail	Conditions de travail	Egalité des chances et non-discrimination	Autres droits liés au travail	Droits économiques sociaux et culturels	Droits civils et politiques	Droits des peuples autochtones	Transparence et données personnelles	Sécurité personnelle	Inclusion sociale
Rémunération Sécurité sociale Heures travaillées Equilibre vie privée/pro Santé et sécurité Eau et installations sanitaires Formation & Dvpt	Non-discrimination et diversité de : * Genre * Race * Age * Handicap * Migrants Travail précaire Egalité de traitement Protection sociale	Liberté d'association- Conventions Collectives Dialogue social Travail des enfants Travail forcé Vie privée Logements décents	Rémunération Sécurité sociale Horaires Santé sécurité Eau et installations sanitaires	Inégalité Non-discrimination et diversité de : * Genre * Race * Age * Handicap * Migrants Travail précaire	Liberté d'association- Conventions Collectives Travail des enfants Travail forcé Vie privée Logements décents	Logements décents Nourriture suffisante Eau et installations sanitaires Impacts sur le sol Sécurité	Liberté d'expression Liberté d'association Défense des droits humains	Information et consentement libre et éclairé Auto-détermination Droits culturels	Vie privée Liberté d'expression Accès à l'information	Santé sécurité Sécurité des personnes Protection des enfants	Non-Discrimination Egalité des accès aux produits et services

(1) Employés sous-contrat de travail et personnes sans contrat de travail avec la société mais dont le travail est contrôlé par la société et qui exercent des fonctions identiques ou similaires à celles de ses employés ou qui sont autrement engagées dans l'activité principale de la société (ex. travailleurs contractuels...)

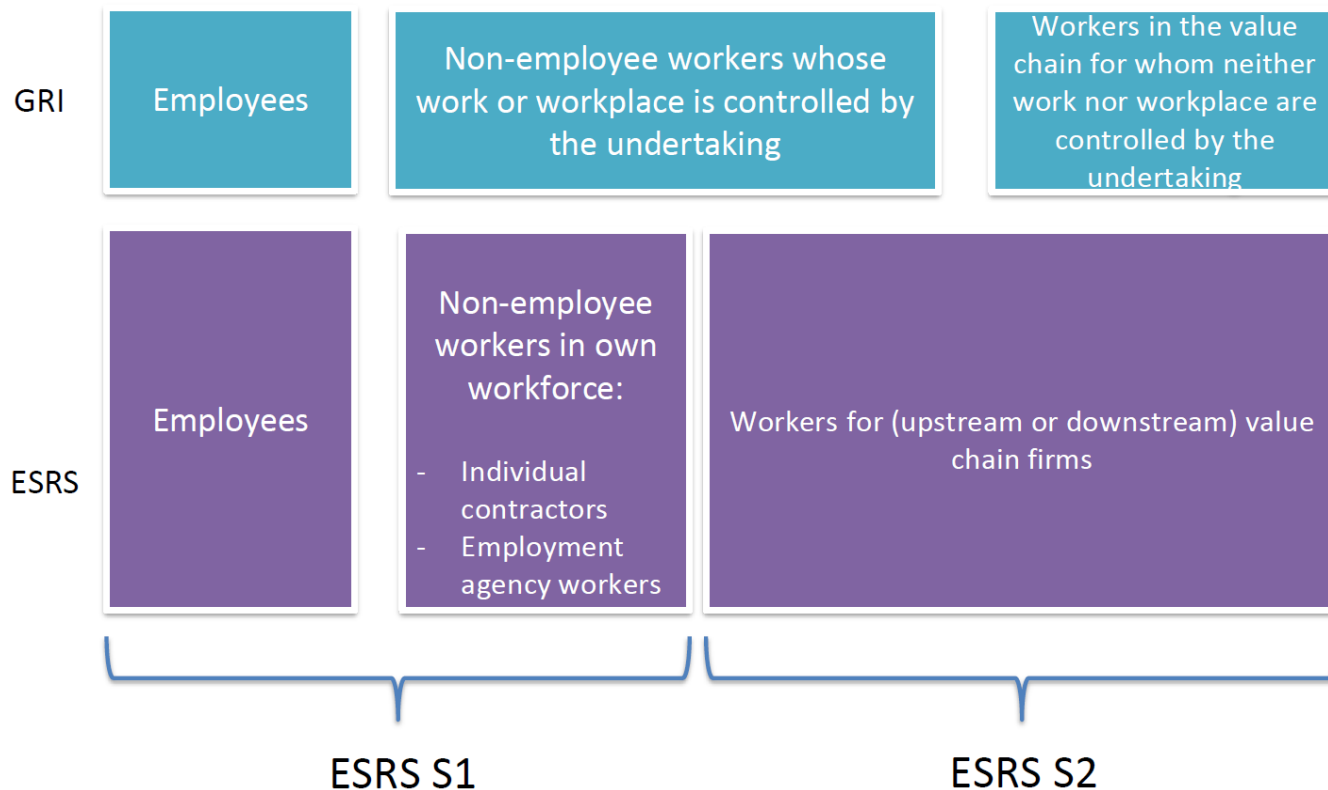
(2) Travailleurs tiers, dont le lieu de travail est contrôlé par la société mais qui effectuent des services non essentiels pour elle (ex. restauration, nettoyage...) et autres travailleurs dans la chaîne de valeur (ex. JVs)

Références aux standards internationaux (GRI, UNGP, SASB, Guidelines OCDE) et aux normes européennes (CSRD, SFDR, Taxonomie européenne, Gouvernance)

Normes développées en premier

Normes à développer en seconde phase

Concept de "Own workforce"



Pourquoi? – attraper les « faux indépendants »

Débat: Clarification de certains concepts

« Own workforce » et « non-employee work force » ou « workers in the value chain »
Notion de « frontières » de l'entreprise.

Gestion des IROs

Culture d'entreprise et **politiques** de conduite des affaires

Gestion des relations avec les **fournisseurs**

Prévention et détection de la **corruption**

G1-4 Incidents confirmés de corruption

- Nombre et nature des incidents confirmés de corruption;
- Nombre de condamnations et montant des amendes pour violation des lois anti-corruption
- Détails des affaires judiciaires publiques
- Nombre d'incidents confirmés dans lesquels des employés ont été licenciés ou ont fait l'objet de mesures disciplinaires pour des faits de corruption
- Nombre d'incidents confirmés relatifs à des contrats avec des partenaires commerciaux.

G1-5 Activités d'influence politique et de lobbying

- Représentant(s) responsable(s) de la supervision de ces activités;
- Contributions politiques financières et en nature agrégées par pays ou zone géographique, le cas échéant, ainsi que par type de destinataire/bénéficiaire;
- Principaux thèmes couverts
- Registre de transparence

G1-6 Pratiques de paiement

- Délai moyen de paiement d'une facture en nombre de jours
- Délais de paiement standards en nombre de jours par catégories principales de fournisseurs et pourcentage de ces paiements alignés sur ces délais standards
- Nombre de procédures judiciaires pour retard de paiement.

Les enjeux - discussion avec:

- **Nadji Goubi** expert CSE au cabinet ETHIX
- **Gépy Koudadje** avocate et fondatrice du cabinet EXSO
- **Benoît Ostertag**, secrétaire fédéral à la FGMM, en charge de l'automobile et de l'épargne salariale
- **Grégory Soudan** responsable RSE chez AG2R

Questions

Merci!

ute.meyenberg@cadres.cfdt.fr



Tel: +33 6 47 80 95 95

47, Avenue Simon Bolivar

75019 Paris